

L'extrême droite se renforce en Belgique !

Les attentats de Paris et de Bruxelles et la crise migratoire font le jeu de l'extrême droite. Le ministre de la Justice Koen Geens parle d'un « regain d'activité » et affirme même que des « attaques ne sont pas à exclure ».

Depuis les attentats de Charlie Hebdo, de Paris et de Bruxelles, l'islam en général en prend plein la figure en Europe et aussi en Belgique. Les messages haineux sur les réseaux sociaux, les dégradations aux mosquées, les insultes envers les musulmans voire des actes de violence... sont autant de signaux inquiétants.

Tout cela est observé de près par la Sûreté de l'État. C'est son rôle de suivre les extrê-

mismes dans notre pays (qu'ils soient de gauche ou de droite d'ailleurs) : car tout comportement raciste, anarchiste, nationaliste, totalitaire... peut nuire au bon fonctionnement de notre démocratie.

Interrogé par un député, le ministre de la Justice Koen Geens (CD&V) a dressé un bilan peu rassurant sur l'extrême droite en Belgique. Certes, notre pays n'a pas été frappé ces cinq dernières années par un attentat mortel émanant de milieux d'extrême droite, comme ce fut le cas en Grande-Bretagne par exemple où un Gallois d'extrême droite a tué un fidèle de la mosquée de l'insbury Park (Londres) le 19 juin 2017, en fonçant sur lui avec sa camionnette. Mais cela ne veut pas dire que la

Belgique est à l'abri.

« La Sûreté de l'État estime que notre pays compterait plusieurs dizaines d'activistes d'extrême droite prêts à mener des actions violentes ou à entreprendre la loi sur base de leur cadre idéologique », a déclaré Koen Geens.

CELLULES RURALES

« Des villes comme Anvers, Bruxelles, Charleroi, Gand et Malines regroupent d'importantes concentrations d'activistes d'extrême droite. On trouve égale-

ment des cellules dans des régions plus rurales de Flandre occidentale et orientale, du Limbourg, à Liège et dans la province de Luxembourg ». Le ministre ne cite pas ces cellules mais dans le Luxembourg, on se sou-

viendra qu'il y avait eu, fin 2017, des perquisitions chez « Identitaires Ardenne » (Saint-Hubert et Libin) sur base d'un dossier d'incitation à la haine et à la violence. Sur leur site internet, figuraient des menaces envers les musulmans et les migrants.

Pour Geens, c'est clair : les attentats et la crise des réfugiés de 2015-2016 ont contribué à « un regain d'activité » de l'extrême droite. « En règle générale, cela se limite à des manifestations pacifiques ou à des messages de haine racistes diffusés dans les médias sociaux. Nous avons aussi connaissance d'incidents où des centres d'asile et des mosquées ont été la cible de cocktails Molotov ou de bombes incendiaires ».

La Sûreté de l'État épingle même

un phénomène nouveau : l'émergence de patrouilles de citoyens mises en place pour protéger la « population locale » des réfugiés ou les appels lancés sur internet et les médias sociaux pour s'armer contre « la menace d'un islam en pleine expansion ». L'extrême droite a déjà débouché sur des actes violents. Koen Geens rappelle la condamnation (en février 2016) de 6 membres du parti d'extrême droite Nation pour coups portés envers un SDF d'origine polonaise à Bruxelles.

En Allemagne, c'est bien pire. Là-bas, on a totalisé 1.600 faits (chiffres 2016) attribués à l'extrême droite et on estime à 12.100 le nombre de sympathisants réputés violents.

Le ministre Geens met notre pays en garde cependant. « Des attaques projetées par des extrémistes de droite radicalisés ne sont pas à exclure en Belgique ».

F. DE H.

En plus des insultes sur internet

Femme voilée agressée, mosquée visée...

Le 14 août dernier, un quinquagénaire de Liège a été condamné par le tribunal correctionnel pour avoir voulu faire exploser une mosquée ! On avait retrouvé chez lui des engins de fabrication artisanale dont un qui contenait des explosifs et des objets métalliques. Le prévenu présentait des antécédents judiciaires et adhérait à certaines idées nazies. Mais il avait visiblement commis ces faits sous l'influence de l'alcool.

80 À 100 SIGNALEMENTS PAR AN

À Herstal, en 2016, un Liégeois avait arrosé d'essence la façade du centre culturel musulman de Herstal. Il a été condamné l'an passé à 10 mois de prison. Début juillet à Anderlues, une

jeune fille de 19 ans qui circulait à vélo a été agressée par deux individus cachés sous leur masque de supporters des Diables rouges. Ils l'auraient traitée de « sale Arabe », lui ont arraché son voile et l'ont scarifiée au ventre, aux bras et à la poitrine. Tous ces faits, le Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique (CCIB) les répertorie. Le vice-président Hajib Lhajjaji a interpellé le ministre Jambon sur le sujet. « Je peux aussi vous ajouter des têtes de cochon déposées devant des mosquées à Retinne, Gand et Charleroi. On a aussi eu un cocktail Molotov sur la façade de la mosquée de Collfontaine. À Verriers, le responsable de la mosquée a reçu des lettres de menace à deux reprises, dont une qui

contenait de la poudre blanche. À deux reprises, des musulmans en vêtements traditionnels ont failli se faire écraser volontairement par des automobilistes. Sans compter les nombreux appels à la haine sur internet. Par an, nous toumons autour de 80 à 100 signalements. Même si cela peut apparaître comme des faits isolés, cela reste grave. Ce sont des actes concrets qui ont nécessité une préparation, une réflexion. Ils n'ont pas été commis sur un coup de tête. » « Les discours xénophobes d'extrême droite augmentent et il ne faut pas être musulman pour réagir. Il y va de la cohésion sociale dans notre pays », termine Hajib Lhajjaji, qui prône le dialogue. ●

F. DE H.

Casse lors des manifestations

L'extrême gauche, surveillée aussi

Le ministre a aussi été interrogé sur l'extrême gauche en Belgique, elle aussi surveillée de près par nos services de renseignements.

UNE TRENTAINE SUR BRUXELLES

L'extrême gauche n'a cependant pas été impactée par la crise des réfugiés. Selon la Sûreté de l'État,

citée par Koen Geens, « Bruxelles compterait une trentaine d'activistes d'extrême gauche prêts à mener des actions violentes ou à enfreindre la loi sur la base de leur cadre idéologique. Il existe également des concentrations d'activistes d'extrême gauche dans des villes comme Anvers, Louvain et Liège ».

Le ministre rappelle qu'il y a eu

des faits de violence à leur actif. Ainsi, il rappelle que 12 membres et sympathisants de la bibliothèque anarchiste bruxelloise Acrata ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel l'an passé.

On déplore aussi des dégâts matériels provoqués lors de manifestations de l'extrême gauche. ●

F. DE H.